

Convention collective

**IDCC : 9061. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Alpes-Maritimes)
(20 décembre 1988)**

(Étendue par arrêté du 12 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

**AVENANT N° 55 DU 18 JANVIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2018**

NOR : AGRS1897032M

IDCC : 9061

Entre :

FDSEA,

D'une part, et

SGA CFDT de la Côte d'Azur ;

Confédération générale du travail CGT-FO ;

SNCEA CFE-CGC ;

Confédération des travailleurs chrétiens CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 23 « Salaires horaires des salariés agricoles » est modifié par les dispositions suivantes :

Les salaires sont fixés comme suit à compter du 1^{er} mars 2018.

Aucun salaire ne pouvant toutefois être inférieur au salaire minimum de croissance (Smic : 9,88 € au 1^{er} janvier 2018).

(En euros.)

NOUVELLE CLASSIFICATION	ANCIEN COEFFICIENT	SALAIREHoraire	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau I 1	100	9,95	1 509,12
Niveau I 2	110	10,24	1 553,10
Niveau II 1	120	10,40	1 577,37
Niveau II 2	130	10,52	1 595,57
Niveau III 1	140	10,68	1 619,84
Niveau III 2	150	10,80	1 638,04

NOUVELLE CLASSIFICATION	ANCIEN COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau IV 1	170	10,96	1 662,30
Niveau IV 2	190	11,32	1 716,90

Cette grille de salaire s'appliquera aussi à l'article 6.1 et à l'annexe 3 de la convention collective des exploitations et entreprises de la production agricole des Alpes-Maritimes issue de l'avenant n° 54 du 17 novembre 2017.

Article 2

L'article 72 « Valeur du point cadre » est modifié par les dispositions suivantes :

La valeur mensuelle du point cadre est fixée à 13,98 € à compter du 1^{er} mars 2018.

Salaires mensuels des différentes catégories de cadres déterminées par l'article 71 :

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
III b	200	2 796,00
III a	250	3 495,00
II b	300	4 194,00
II a	350	4 893,00
I	400	5 592,00

Ce tableau s'appliquera aussi à l'article 10.6 et à l'annexe 3 de la convention collective des exploitations et entreprises de la production agricole des Alpes-Maritimes issue de l'avenant n° 54 du 17 novembre 2017.

Article 3

Les parties signataires conviennent de se rencontrer à nouveau au cours de l'année 2019, pour examiner les salaires horaires des salariés agricoles et la valeur du point cadre.

Article 4

Les parties signataires manifestent leur désir de voir les effets du présent avenant étendus à toutes les exploitations agricoles des Alpes-Maritimes et, en conséquence, demandent au service de l'inspection du travail chargé des professions agricoles des Alpes-Maritimes de procéder aux formalités nécessaires à cet effet.

Fait à Nice, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)